



NOUVELLE RÉGULATION DU NUCLÉAIRE

FO DÉNONCE LE CHANTAGE DU GOUVERNEMENT QUI LIE LA FIN DE L'ARENH AU PROJET HERCULE

Le Gouvernement a mis en consultation publique un projet de nouvelle régulation du nucléaire, qui prendrait le relais de l'ARENH (Accès Régulé au Nucléaire Historique), institué par la loi NOME en 2010 et qui prend fin en 2025.

FO a toujours combattu l'ARENH, dispositif régulateur, qui a été un instrument de spoliation d'EDF depuis 10 ans. Ce dispositif a permis que **des fortunes privées, qui n'ont quasiment jamais fait aucun investissement** contrairement à ce qui était prévu, se soient faites sur le dos des usagers et d'EDF. En outre, depuis que le principal concurrent d'EDF est devenu Total, entreprise privée beaucoup plus puissante qu'EDF, ce mécanisme est encore plus indécent ! Sa fin annoncée serait donc une bonne nouvelle... « serait », car les contreparties sont lourdes de sens !

Le Gouvernement propose dans cette consultation **une nouvelle régulation du nucléaire** existant (y compris Flamanville 3), en modifiant substantiellement le cadre juridique actuel, et ceci **pour une application dès que possible, c'est-à-dire avant 2025**.



Le Gouvernement propose de transformer la production nucléaire existante en un **Service d'Intérêt Économique Général, au sens du droit européen**. Le but affiché est d'éviter de laisser en 2025 un système uniquement fondé sur le marché et d'encadrer celui-ci à travers la création d'un corridor assez étroit de prix avec un double système. Si les prix de marché sont supérieurs à celui qui sera fixé (dont on ignore aujourd'hui le niveau, qui devra être défini sur la base de travaux de la CRE), EDF reverse l'excédent à ses concurrents, et dans l'hypothèse inverse, ce sont les concurrents qui reversent à EDF.

L'ÉCHEC DE L'OUVERTURE DES MARCHÉS

Alors que le marché de l'électricité est totalement ouvert depuis 2007, que cela était présenté par ses défenseurs comme étant un moyen de baisser les prix et d'une plus grande efficacité du système, la réalité est bel et bien là : **l'ouverture des marchés est un échec retentissant puisque le Gouvernement est obligé sans cesse de réguler.**

FO rappelle donc à nouveau sa demande d'un bilan contradictoire de cette déréglementation . . . Celui-ci n'a jamais eu lieu, et on comprend bien pourquoi . . .

Mais au-delà de la régulation par la création d'un corridor de prix sécurisant le prix pour les consommateurs en cas de prix haut et les revenus d'EDF en cas de prix bas, il est nécessaire de **mesurer toutes les implications du mécanisme proposé et de ce point de vue, les conséquences sont inacceptables pour FO.**

LE RETOUR D'HERCULE !

La consultation le dit clairement : la conséquence du montage proposé, c'est qu'EDF vende toute l'électricité nucléaire sur le marché de gros et qu'EDF devienne un fournisseur comme les autres. **C'en serait ainsi fini de l'optimisation amont aval et de l'EDF intégrée.**

Cela aurait des conséquences lourdes pour les personnels d'EDF Commerce déjà très contraints par une politique agressive de réduction d'effectifs. Avec le risque de perte du Statut puisque les autres fournisseurs ne l'appliquent pas.

Et il est certain que dans cette hypothèse, **les concurrents voudront qu'EDF Commerce sorte de la maison-mère**, comme le prévoyait déjà le projet Hercule !

Hercule qui avait été sorti par la porte par le personnel réapparaît ainsi par la fenêtre !

ET MAINTENANT ?

Cette consultation publique va durer deux mois et alimenter le dossier du Gouvernement auprès de la Commission européenne qui devra trancher sur cette question puisque l'ARENH a été validée par une décision européenne de 2012. FO Énergie et Mines va évidemment faire valoir son point de vue pour défendre l'intégrité d'EDF.

Il est aussi probable que les concurrents d'EDF vont en rajouter dans leur logique de casse de cette entreprise.

**OUI il est nécessaire de cesser de spolier EDF et de supprimer l'ARENH !
MAIS ce n'est certainement pas au prix du démantèlement d'EDF !**

**Pour la sauvegarde de notre entreprise intégrée,
Pour la sauvegarde de nos emplois,
Pour la sauvegarde des missions de service public,
FO Énergie et Mines réaffirme son refus de tout démantèlement d'EDF
incarné par le projet Hercule !**